



Institut  
EGA



OBSERVATOIRE  
DU RISQUE  
POLITIQUE  
ET SOCIAL EN ASIE

# Policy paper

## ***Entre hostilités régionales avec l'Inde et l'Afghanistan et médiation entre les États-Unis et l'Iran : le pari risqué de la diplomatie pakistanaise***

Olivier Guillard

directeur de l'information chez CRISIS24 (Paris) et chercheur associé à l'Institut d'études de géopolitique appliquée.



03.04.2026



# SOMMAIRE

Résumé exécutif	3
Médiation, cibles préférentielles et soutien américain	4
La Chine en arrière-plan stratégique	5
Scepticisme indien et rivalité narrative	6
Le risque d'un retournement américain	6
Contraintes régionales et fragilités internes	7
Une médiation aux motivations économiques évidentes	8
Recommandations	9

# ● Résumé exécutif

C'est le genre de pari extérieur sur lequel aime a priori miser le « pays des purs » ces dernières décennies, lorsque la situation domestique (politique, sécuritaire et socio-économique) devient plus volatile, sinon incandescente. À cela s'ajoute une politique régionale marquée par des tensions persistantes, voire des hostilités ouvertes, avec certains voisins, notamment l'Inde et l'Afghanistan, ce qui continue d'alourdir le fardeau des autorités civiles comme militaires.

Alors que la Pakistan Army s'emploie début avril sur le sol national à contenir, non sans difficulté, le fléau terroriste incarné par un Tehreek-e-Taliban Pakistan (TTP) toujours plus défiante (huit morts sont à déplorer le 1<sup>er</sup> avril 2026 lors d'une opération au Nord-Waziristan, suivis de la neutralisation de treize autres combattants dans la province de Khyber-Pakhtunkhwa (districts de Khyber et de Bannu) le lendemain), ses forces terrestres et aériennes ont également conduit, le 27 mars 2026, l'opération Ghazab lil-Haq (« colère pour la justice »), visant des cibles en Afghanistan, y compris dans la capitale Kaboul.

Quelques jours auparavant, le 16 mars, des frappes aériennes pakistanaïses avaient déjà ciblé des infrastructures en territoire afghan, avec un bilan particulièrement lourd, estimé à environ 143 civils tués et 250 blessés, notamment après la destruction d'une infrastructure de santé.

- Dans ce contexte, Islamabad déploie sans y être explicitement invitée une posture diplomatique nouvelle, à mesure que les tensions entre l'Iran et les États-Unis, ainsi que dans la région du Golfe, se prolongent et suscitent de vives inquiétudes.
- Le 29 mars 2026, le ministre des Affaires étrangères Ishaq Dar a ainsi affirmé que le Pakistan aurait « l'honneur d'accueillir et d'organiser, dans les jours à venir, des pourparlers constructifs entre les États-Unis et l'Iran en vue d'un règlement global du conflit » (Al Jazeera, 29 mars 2026).

# Médiation, cibles préférentielles et soutien américain

Ces offres de services diplomatiques, si elles peuvent être considérées comme louables sur le principe en ce qu'elles visent une forme de décrispation entre Washington et Téhéran, auront néanmoins été accueillies avec une ironie certaine à Kaboul et à New Delhi. L'activisme soudain d'Islamabad dans le champ diplomatique contraste en effet avec une présence habituellement plus discrète dans ces mêmes espaces.

Ces derniers jours, les médias internationaux ont largement relayé les déplacements et contacts des autorités pakistanaises en Arabie saoudite, en Chine, ou encore à travers une série d'appels téléphoniques impliquant le ministre des Affaires étrangères, le Premier ministre Shehbaz Sharif et le Field Marshal Asim Munir. Cette médiation, qui consiste en pratique à transmettre propositions, réponses et documents entre les parties (dont une proposition américaine de cessez-le-feu en 15 points, immédiatement rejetée par Téhéran), contribue néanmoins à donner une visibilité diplomatique inhabituelle au Pakistan. Un dividende rare et donc particulièrement valorisé à Islamabad.

Le Pakistan bénéficie en outre de plusieurs facteurs structurels : une frontière terrestre de près de 900 km avec l'Iran et la présence de la deuxième population chiite la plus importante au monde. Il profite également d'une proximité politique notable avec l'administration américaine actuelle, le président des États-Unis multipliant les éloges à l'égard du Premier ministre Shehbaz Sharif et du Field Marshal Asim Munir, reçu avec les honneurs à la Maison-Blanche ; privilège dont peu de ses prédécesseurs dans la Pakistan Army ont pu se prévaloir.

# La Chine en arrière-plan stratégique

Le successeur de Joe Biden à la Maison-Blanche devait initialement se rendre à Pékin dans les prochains jours, une visite décennale (la précédente remontant à 2016), finalement reportée à la mi-mai en raison de la dégradation de la situation au Moyen-Orient.

Dans ce contexte, la Chine, allié stratégique « all-weather » du Pakistan et client majeur du pétrole iranien, observe avec un intérêt mesuré cette initiative pakistanaise. D'autant que Pékin entretient avec Téhéran un partenariat stratégique de long terme : en 2021, les deux pays ont signé un accord de coopération sur 25 ans, prévoyant jusqu'à 400 milliards de dollars d'investissements chinois en échange de livraisons pétrolières à conditions préférentielles.

En 2025, la Chine importait environ 1,4 million de barils de brut iranien par jour, soit près de 12 % de ses importations totales. Selon plusieurs estimations, entre 40 et 50 % des flux pétroliers chinois transitent par le détroit d'Ormuz, dont une fermeture partielle entraînerait des pertes quotidiennes évaluées entre 700 millions et 1,2 milliard de dollars.

Le déplacement du chef de la diplomatie pakistanaise à Pékin, à l'invitation de son homologue Wang Yi, intervient au lendemain d'une réunion organisée à Islamabad les 29 et 30 mars, réunissant les ministres des Affaires étrangères saoudien, turc et égyptien sans représentants américain ni iranien. Cette séquence confirme la volonté d'Islamabad de s'inscrire dans le sillage de Pékin, sinon d'associer indirectement la Chine à son initiative de médiation, articulée autour d'un five-point peace plan. À l'issue de cette séquence, le ministère chinois des Affaires étrangères a rappelé que « la souveraineté, l'intégrité territoriale et la sécurité de l'Iran et des États du Golfe doivent être préservées », ajoutant que « le dialogue reste la seule option viable ». Pékin et Islamabad ont également insisté sur la nécessité de garantir la sécurité du détroit d'Ormuz et la libre circulation maritime dans cette zone stratégique.

# Scepticisme indien et rivalité narrative

Un an après le conflit indo-pakistanaise de mai 2025, la rhétorique entre Islamabad et New Delhi demeure marquée par une forte défiance. Dans ce contexte, l'initiative pakistanaise suscite peu d'enthousiasme en Inde.

Le ministre indien des Affaires étrangères, Subrahmanyam Jaishankar, a ainsi résumé la position de son gouvernement en des termes sans ambiguïté : « Nous ne passons pas notre temps à demander aux pays quel type de dalali (médiation) nous pourrions assurer » (BBC News, 2 avril 2026). Le stratège indien Brahma Chellaney note par ailleurs que le Pakistan a souvent su tirer avantage d'une plus grande agilité dans la guerre des narratifs diplomatiques, lui permettant ponctuellement de devancer l'Inde sur le terrain symbolique.

## Le risque d'un retournement américain

Peu féru d'histoire, le 47<sup>e</sup> président des États-Unis aura sans doute été sensibilisé aux antécédents des médiations pakistanaises au service de Washington. De la facilitation du rapprochement sino-américain au début des années 1970 sous le général Yahya Khan, aux navettes diplomatiques entre les talibans afghans et les États-Unis ayant conduit à l'accord de Doha en 2020, Islamabad a régulièrement joué un rôle d'intermédiaire utile. Pour autant, ces précédents ne garantissent en rien la réussite des initiatives actuelles. Les gestes d'allégeance diplomatique récents tels que les flatteries répétées envers le président américain, le soutien à certaines initiatives comme le très nébuleux Board of Peace, ou encore la proposition de nomination au prix Nobel de la paix, ne constituent pas une assurance contre un éventuel retournement de position de Washington.

Dans un contexte politique américain particulièrement volatil, la tentation pourrait exister de reporter sur Islamabad la responsabilité d'un éventuel échec des négociations avec l'Iran. Plus souvent encore que sur les côtes du Baloutchistan, le vent politique a tendance à tourner rapidement à Washington, sans préavis.

## Contraintes régionales et fragilités internes

En septembre 2025, Islamabad et Riyad ont conclu un pacte de défense mutuelle stipulant que « toute agression contre l'un des deux pays serait considérée comme une agression contre les deux ». Or, les attaques iraniennes des 14 et 27 mars contre la base aérienne Prince Sultan (Al Khardj), ayant blessé des militaires américains et endommagé des équipements stratégiques, interrogent sur les implications potentielles de cet accord. La présence de militaires pakistanais sur plusieurs sites saoudiens accentue encore la sensibilité du dossier.

Par ailleurs, les autorités pakistanaises n'ignorent pas les répercussions internes possibles d'une escalade régionale. À la suite de l'attaque israélo-américaine ayant coûté la vie au Guide suprême iranien Ali Khamenei, des violences avaient éclaté à Karachi entre groupes pro-iraniens, communautés chiites et forces de l'ordre, faisant plusieurs dizaines de victimes et culminant avec une attaque contre le consulat américain, où une douzaine de personnes ont perdu la vie.

# Une médiation aux motivations économiques évidentes

Comme le rappelait récemment le Washington Post, le Pakistan importe la majeure partie de ses besoins énergétiques du Moyen-Orient. Par ailleurs, les transferts financiers des cinq millions de travailleurs pakistanais expatriés dans le monde arabe représentent un flux équivalent au total des exportations nationales.

Dans un éditorial publié le 1<sup>er</sup> avril 2026 dans Dawn, un observateur pakistanais résumait la situation en des termes sans détour : jusqu'à présent, le Pakistan agit essentiellement comme un messenger, transmettant des notes entre les deux parties, sans véritable capacité à les conduire à la table des négociations. Une analyse qui, en l'état, semble difficilement contestable.

# Recommandations stratégiques

- **Encadrer et institutionnaliser la médiation pakistanaise pour en limiter les effets d'affichage**

Les initiatives diplomatiques d'Islamabad, bien que potentiellement utiles, restent largement ad hoc et fortement dépendantes des équilibres politiques internes et externes. Il est recommandé d'encourager, côté partenaires occidentaux et régionaux, une structuration plus formelle de ces efforts de médiation (mandats clairs, coordination multilatérale, mécanismes de validation des canaux de communication). Cela permettrait de réduire le risque d'instrumentalisation diplomatique tout en préservant un canal utile avec Téhéran.

- **Intégrer le Pakistan dans une architecture de gestion régionale des crises, sans sur-délégation de rôle**

Le positionnement actuel d'Islamabad, entre États-Unis, Chine, Iran et monarchies du Golfe, en fait un acteur relais mais non stabilisateur autonome. Il convient donc d'inscrire son action dans un cadre multilatéral plus large (type groupe de contact élargi incluant puissances régionales et acteurs extra-régionaux), afin d'éviter une personnalisation excessive de la diplomatie et de limiter les effets de dépendance vis-à-vis de Washington ou Pékin. L'objectif est de transformer un rôle de « messenger » en fonction de coordination partielle, sans lui attribuer une capacité de résolution qu'il ne détient pas.

- **Anticiper les effets de contagion sécuritaire et politico-sectaire liés au dossier iranien**

Les fragilités internes du Pakistan (présence de groupes armés, proximité géographique et humaine avec l'Iran) exposent le pays à des effets de débordement directs en cas d'escalade régionale. Il est recommandé de renforcer les mécanismes de prévention des violences intercommunautaires, d'accroître la vigilance sur les infrastructures diplomatiques occidentales et de développer des scénarios de gestion de crise intégrant explicitement les risques de mobilisation domestique en lien avec les événements extérieurs.



# Institut EGA

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Institut d'études de géopolitique appliquée  
66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : [secretariat@institut-ega.org](mailto:secretariat@institut-ega.org)

Site internet : [www.institut-ega.org](http://www.institut-ega.org)